



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Mercredi 30 novembre 2022

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Guerre en Ukraine : déflagrations et recompositions économiques et financières

Introduction

*JULIEN VERCUEIL
ASSEN SLIM*

Russie : une économie de guerre

Dimensionner l'impact de la guerre sur l'économie russe

JULIEN VERCUEIL

Le régime rentier en Russie et son évolution après la guerre en Ukraine

*ADRIEN FAUDOT
SYLVAIN ROSSIAUD*

La guerre revisite la politique des sanctions économiques

*SOLÈNE BENHADDOU
MANON PROVANSAL*

Souveraineté technologique ou isolement ?

Conséquences de la guerre en Ukraine sur le secteur russe du numérique

DMITRY D. VOLKOV

Déflagrations régionales

L'Ukraine en guerre : quelle résilience économique ?

*DOMINIQUE MENU
MARIA REPKO*

Entretien avec

ODILE RENAUD-BASSO

La MDB e-hryvnia : une monnaie banque centrale en projet

ASSEN SLIM

L'agro-industrie russe et l'UEE à l'aune de la guerre en Ukraine : économie et géopolitique d'une industrie protégée de la concurrence internationale

*CAROLINE DUFY
PASCAL GROUIEZ
ALMAZ AKHMETOV*

Financer la transition énergétique en Europe centrale et orientale : un levier pour surmonter la dépendance de sentier à l'égard de la Russie ?

*PETIA KOLEVA
TSVETELINA MARINOVA*

Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan et la guerre en Ukraine : les dividendes de l'ambiguïté

*CHRISTOPHE CORDONNIER
JULIEN VERCUEIL*

L'Asie centrale sous le coup de la guerre en Ukraine : conséquences et perspectives

DOMINIQUE MENU

Recompositions internationales

La guerre en Ukraine : choc géopolitique régional et global

TATIANA KASTOUÉVA-JEAN

Le virage vers l'Asie de l'économie russe

HUBERT TESTARD

L'automobile européenne face à la guerre en Ukraine : entre volatilité des marchés et recomposition des chaînes de valeur

MARC PRIETO

La dépendance de l'Europe au gaz russe : état des lieux et perspectives

*CARL GREKOU
EMMANUEL HACHE
FRÉDÉRIC LANTZ
OLIVIER MASSOL
VALÉRIE MIGNON
LIONEL RAGOT*

Les effets de la guerre en Ukraine sur les marchés mondiaux de matières premières

*SÉBASTIEN JEAN
YVES JÉGOUREL*

Chronique d'histoire financière

Institutions coloniales, exploitation impériale et rendement des capitaux investis : comparaison des histoires de la Malaisie et de l'Afrique du Sud

*KLAS RÖNNBÄCK
OSKAR BROBERG*

Articles divers

Inégalités de rendements et de patrimoine en France en 2017

*LAURENCE BLOCH
BENJAMIN FAVETTO
ADRIEN LAGOUGE
FRANCK SÉDILLOT*

L'environnement juridique affecte-t-il la relation RSE-stabilité financière ?

*SANA BEN ABDALLAH
DHAFER SAÏDANE*

ISBN 978-2-37647-069-4

ISSN 0987-3368

Prix : 32,00 €



Recueil Daloz

> hebdomadaire
198^e année
24 novembre 2022
n° 40 / 7973^e
pages 2033 à 2096



Version numérique incluse*

ÉDITORIAL

2033 Quand le juge russe donne dans le surréalisme, *Michel Vivant*

ACTUALITÉS

2043 Arrêt des soins (directives anticipées) : constitutionnalité du régime

POINTS DE VUE

2047 L'usage du veto sur fond de guerre en Ukraine : l'Assemblée générale au secours du Conseil de sécurité ?, *Catherine Maia et André-Marie Gbénou*

2049 Le dépôt irrégulier doit-il disparaître ?, *Guillaume Drouot*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

2056 **Chronique** : La modification de la mention du sexe à l'état civil pour les mineurs, *Amélie Gogos-Gintrand*

2063 **Panorama** : Droit patrimonial de la famille, interne et international, *Sara Godechot-Patris et Clothilde Grare-Didier*

2076 **Notes** : L'apposition de sa marque sur un produit suffit à rendre le distributeur responsable du défaut de sécurité, *note sous CJUE 7 juill. 2022, Jean-Sébastien Borghetti*

2081 Habilitation familiale en représentation : les actes interdits, *note sous Civ. 1^e, avis, 20 oct. 2022, Jean-Jacques Lemouland et Gilles Raoul-Cormell*

2086 Les statuts priment, *note sous Com. 12 oct. 2022, Jean-Baptiste Barbièri*

2091 L'inapplicabilité de la prescription biennale du code de la consommation à l'égard du non-professionnel, *note sous Civ. 3^e, 28 sept. 2022, Jean-Denis Peller*

ENTRETIEN

2096 Maxime Barba – La légalité de la réforme de la procédure civile de 2019 sous l'œil du Conseil d'État

DALOZ

Lefebvre Daloz



Recueil Daloz

31/35 rue Froidevaux
75685 PARIS CEDEX 14
Tél. (Rédaction) 01 40 64 53 66
Fax 01 40 64 54 66
www.daloz.fr - recueil@daloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
SYLVIE FAYE

DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET

DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HELENE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BENABIT, NICOLAS DISSAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCAL DEUMIER

RÉDACTION

• DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (5403)

• RÉDACTION

Maëlle HARSCOUËT DE KERAVEL (5379)

• CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Gamme : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER

Content d'affaires : Xavier DELPECH

Content-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

• ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (5284)

Laurence BREUZE-DINNAT (5481)

Katy PERCHEREAU (5366)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

1^{er} secrétaire de rédaction : Véronique THILL

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Yvette NAY, Directrice

80 avenue de la Marm-92541 Montrouge Cedex

Fax : 01 41 48 47 92-ventes@daloz.fr

Relations clients : Corinne ROUTIER, Responsable

Tél. : 01 41 05 29 62

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 01 40 92 20 24-publicite@lefefvre-sarut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 959,74 € TTC

Étranger : 1016,56 € TTC

Prix au numéro : 41,86 € TTC

ISSN 0034-1835-N° CPPAP 1022 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Novembre 2022

Éditions Daloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : 31-35, rue Froidevaux Paris 14^e

RCS Paris 572 195 550

Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z

TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre-Sarut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié

dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Ptot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Michel Vivant

2033 Quand le juge russe donne dans le surréalisme

ACTUALITÉS

2036 DROIT DES AFFAIRES

Concurrence-Distribution

Concurrence (européenne) : production de « preuves pertinentes », CJUE 10 nov. 2022

Fonds de commerce et commerçants

Agent commercial (cessation du contrat) : faute grave découverte ultérieurement, Com. 16 nov. 2022

Agent commercial (cessation du contrat) : faute grave imputable au mandant, Com. 16 nov. 2022

2037 DROIT CIVIL

Famille-Personne-Succession

Autorité parentale (intérêt de l'enfant) : droit de visite simple sans hébergement, Civ. 1^{re}, 16 nov. 2022

Succession (donation) : calcul du rapport sur l'émolument net, Civ. 1^{re}, 16 nov. 2022

Ordonnance de protection (nullité) : défaut d'annexion des pièces, Civ. 1^{re}, 16 nov. 2022

2038 DROIT IMMOBILIER

Bail

Bail rural (décès du preneur) : continuation au profit du conjoint, Civ. 3^e, 16 nov. 2022

Construction-Urbanisme

Contrat d'entreprise (garantie décennale) : action de l'usufruitier, Civ. 3^e, 16 nov. 2022

Monument historique (infraction) : périmètre de protection, Civ. 3^e, 16 nov. 2022

2040 DROIT INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

Droit européen

Conflit de lois (Convention de Rome) : principes Unidroit, Com. 16 nov. 2022

2040 DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal

Délit commis à l'étranger (action civile) : constitutionnalité du régime, Cons. const. 18 nov. 2022

Procédure pénale

Vidéosurveillance (vie privée) : validité du moyen de preuve, Crim. 15 nov. 2022

Perquisition (vie privée) : validité

de l'autorisation judiciaire, Crim. 15 nov. 2022

Détention provisoire (conditions indignes) :

droit d'accès au juge, Crim. 16 nov. 2022

Exécution des peines (recours) :

constitutionnalité du régime, Cons. const. 18 nov. 2022

2043 DROIT PUBLIC

Santé publique

Arrêt des soins (directives anticipées) : constitutionnalité du régime, Cons. const. 10 nov. 2022

2044 DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Inaptitude du salarié (licenciement) : consultation des délégués du personnel, Soc. 16 nov. 2022

2044 PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile

Compétence européenne (divorce) : reconnaissance d'un accord entre les époux, CJUE 15 nov. 2022

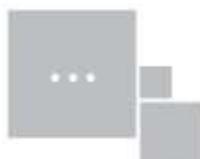
Appel civil (comparution) : office de la cour d'appel, Civ. 2^e, 17 nov. 2022

Appel civil (communication électronique) : application de l'arrêté du 20 mai 2020, Civ. 2^e, 17 nov. 2022

Appel civil (indivisibilité) : conséquences du défaut de caractérisation, Civ. 2^e, 17 nov. 2022

Voie d'exécution

Vente sur adjudication (licitation) : pas de titre d'expulsion, Civ. 2^e, 17 nov. 2022



POINTS DE VUE

2047

L'usage du veto sur fond de guerre en Ukraine :
l'Assemblée générale au secours du Conseil de sécurité ?
par Catherine Maia et André-Marie Gbénou.

2049

Le dépôt irrégulier doit-il disparaître ?
par Guillaume Drouot



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUES

2051

L'humanisme de la propriété intellectuelle
au défi des objets produits par intelligence artificielle
par Frédéric Pollaud-Dulian

2056

La modification de la mention du sexe
à l'état civil pour les mineurs
par Amélie Gogos-Gintrand

PANORAMA

2063

Droit patrimonial de la famille, interne et international
septembre 2021 – septembre 2022
par Sara Godechot-Patris et Clothilde Gara-Didier

NOTES

2076

L'apposition de sa marque sur un produit suffit
à rendre le distributeur responsable du défaut de sécurité,
note sous CJUE 7 juill. 2022
par Jean-Sébastien Borghetti

2081

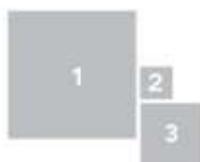
Habilitation familiale en représentation :
les actes interdits, note sous Civ. 1^{re}, avis, 20 oct. 2022
par Jean-Jacques Lemouland et Gilles Raoul-Cormeil

2086

Les statuts priment,
note sous Com. 12 oct. 2022
par Jean-Baptiste Barbieri

2091

L'inapplicabilité de la prescription biennale du code
de la consommation à l'égard du non-professionnel,
note sous Civ. 3^{re}, 28 sept. 2022
par Jean-Denis Pellier



ENTRETIEN

2096

Maxime Barba - La légalité de la réforme de la procédure civile de 2019 sous l'œil du Conseil d'Etat

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au Recueil Dalloz donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@tifebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

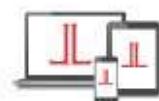
Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du Recueil Dalloz, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maximal) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos Identifiants personnels ou des Identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revues.fr

Recueil Daloz

> hebdomadaire
198^e année
1^{er} décembre 2022
n° 41 / 7974^e
pages 2097 à 2152



CHRONIQUE / Contrat de travail

La nature juridique du contrat de travail

> Grégoire Duchange

2108

ÉDITORIAL

2097 19 bis, Fabrice Defferrard

ACTUALITÉS

2103 Discrimination (steward): port d'une coiffure avec des tresses

2104 Temps de travail (trajet): heures supplémentaires des salariés itinérants

POINT DE VUE

2105 Les conséquences sur les tiers d'un suicide ou d'une tentative de suicide, en droit des assurances.
Où en est la jurisprudence ?, *Bernard Beignier et Sonia Ben Hadj Yahia*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

2115 **Chronique:** Contrat de compliance, clauses de compliance, *Marie-Anne Frison-Roche*

2118 **Panoramas:** Droit pénal, *Gabriel Roujou de Boubée, Thierry Garé, Catherine Ginestet, Solange Mirabail et Emmanuel Tricoire*

2127 Droit des transports, *Hugues Kenfack*

2134 **Notes:** La délégation adoptive polynésienne sous le regard de la Cour de cassation, note sous Civ. 1^{re}, 21 sept. 2022, *Maxime Barba et Guillaume Milleroux*

2140 Le Conseil constitutionnel et la sécurité d'approvisionnement énergétique, note sous Cons. const. 12 août 2022, *Noëlle Lenoir*

2143 L'appréciation des pouvoirs de gardien du propriétaire-passager d'un véhicule terrestre à moteur, note sous Civ. 2^{re}, 7 juill. 2022, *Kevin Messang-Blansché*

2147 Mandat d'arrêt européen et droits fondamentaux: la contre-révolution en marche, note sous Crim. 10 mai 2022, *Thomas Herran*

ENTRETIEN

2152 Jérôme Roux – RIP: la taxation additionnelle des superprofits ne constitue pas « une réforme relative à la politique économique de la Nation »



Version numérique incluse*



322241



DALLOZ

Lefebvre Daloz

Recueil Daloz

31/35 rue Froidevaux
75685 PARIS CEDEX 14
Tél. (Rédaction) 01 40 64 53 66
Fax 01 40 64 54 66
www.daloz.fr - recueil@daloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
SYLVIE FAYE

DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET

DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRIAGES »,
HELENE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BENABENT, NICOLAS DISSAUX,

BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCAL DEUMIER

RÉDACTION

• DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (5403)

• RÉDACTION

Maëlle HARSCOUËT DE KERAVEL (5379)

• CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Gamme : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER

Content d'affaires : Xavier DELPECH

Content-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

• ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (5284)

Laurence BREUZE-DINNAT (5481)

Katy PERCHEREAU (5366)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

1^{er} secrétaire de rédaction : Véronique THILL

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUILBAUD

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Yvette NAY, Directrice

80 avenue de la Marmite-92541 Montrouge Cedex

Fax : 01 41 48 47 92-ventes@daloz.fr

Relations clients : Corinne ROUTIER, Responsable

Tél. : 01 41 05 29 62

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 01 40 92 20 24-publicite@lefeuvre-sarut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 959,74 € TTC

Étranger : 1016,56 € TTC

Prix au numéro : 41,86 € TTC

ISSN 0034-1835-N° CPPAP 1022 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal-Décembre 2022

Éditions Daloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : 31-35, rue Froidevaux Paris 14^e

RCS Paris 572 195 550

Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z

TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre-Sarut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal

Taux de fibres recyclées : 0 %

PtO : 0,08 kg/t

SOMMAIRE



ÉDITORIAL

Fabrice Defferrard

2097 19 bis



ACTUALITÉS

2100 DROIT INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

Droit européen

Étranger (séjour irrégulier): traitement médical contre la douleur, CJUE 22 nov. 2022

Blanchiment (bénéficiaires effectifs): accessibilité au grand public, CJUE 22 nov. 2022

Droit de l'Union européenne (adaptation): présentation d'un projet de loi

2102 DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Procédure pénale

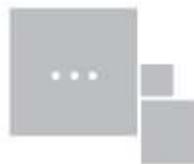
Contrôle d'identité (Mayotte): constitutionnalité sous réserve du régime, Cons. const. 25 nov. 2022

2103 DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Discrimination (steward): port d'une coiffure avec des tresses, Soc. 23 nov. 2022

Temps de travail (trajet): heures supplémentaires des salariés itinérants, Soc. 23 nov. 2022



POINT DE VUE

2105

Les conséquences sur les tiers d'un suicide ou d'une tentative de suicide, en droit des assurances. Où en est la jurisprudence ?
par Bernard Beignier et Sonia Ben Hadj Yahia



CHRONIQUES

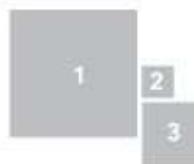
- 2108 La nature juridique du contrat de travail
par Grégoire Duchange
- 2115 Contrat de compliance, clauses de compliance
par Marie-Anne Frison-Roche

PANORAMAS

- 2118 Droit pénal
octobre 2021 – octobre 2022
par Gabriel Roujou de Boubée, Thierry Garé,
Catherine Giniestet, Solange Mirabail
et Emmanuel Tricoire
- 2127 Droit des transports
septembre 2021 – août 2022
par Hugues Kenfack

NOTES

- 2134 La délégation adoptive polynésienne sous le regard de la Cour de cassation, note sous Civ. 1^{re}, 21 sept. 2022
par Maxime Barba et Guillaume Milleroux
- 2140 Le Conseil constitutionnel et la sécurité d'approvisionnement énergétique,
note sous Cons. const. 12 août 2022
par Noëlle Lenoir
- 2143 L'appréciation des pouvoirs de gardien
du propriétaire-pasger d'un véhicule terrestre à moteur,
note sous Civ. 2^{re}, 7 juill. 2022
par Kevin Messang-Blansché
- 2147 Mandat d'arrêt européen et droits fondamentaux :
la contre-révolution en marche, note sous Crim. 10 mai 2022
par Thomas Herran



ENTRETIEN

2152

Jérôme Roux – RIP: la taxation additionnelle
des superprofits ne constitue pas « une réforme
relative à la politique économique de la Nation »



À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au Recueil Dalloz donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@tifebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du Recueil Dalloz, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maximal) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).

*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos Identifiants personnels ou des Identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revues.fr



QUESTION PRATIQUE

ARTICULATION ENTRE STATUTS ET CONVENTIONS EXTRASTATUTAIRES

Une étude argumentée de F. Danos et T. Bortoli sur la faculté de déroger par convention aux statuts.

22



www.efl.fr



À LA UNE

Question d'actualité - Retour sur la notion de clause léonine

19

Entreprise en difficulté - Caducité d'un accord de conciliation : le cautionnement d'un nouveau prêt ne disparaît pas

8

Concurrence - Un acheteur peut bénéficier des CGV catégorielles dont il se rapproche le plus

14



EDITIONS

FRANCIS LEFEBVRE

Lefebvre Dalloz



Sociétés

- 4 - Clause d'exclusion d'un associé de société à capital variable
- 4 - Suspension d'un dirigeant avant sa révocation
- 5 - Engagement d'une société mère aux côtés d'une filiale dont elle paye en partie la dette
- 6 - Exercice de l'action ut singuli en cas de conflit d'intérêts entre la société et son dirigeant
- 7 - Désignation d'un administrateur provisoire

Entreprise en difficulté

- 8 - Effet de la caducité d'un accord de conciliation
- 8 - Déclaration d'une créance cédée

Contrats

- 9 - Rémunération de l'agent commercial
- 10 - Point de départ du délai de prescription de l'action en responsabilité
- 11 - Vente internationale de marchandises
- 11 - Effet d'une cession de fonds de commerce sur un contrat de distribution exclusive

Finances de l'entreprise

- 12 - Caractère averti d'une caution

Biens de l'entreprise

- 13 - Extraction des annonces du site « leboncoin.fr »

Concurrence

- 14 - Application de CGV catégorielles

Consommation

- 16 - Possibilité pour l'administration d'ordonner le déréférencement d'un site internet

Et aussi...

- 16 - Réutilisation de données personnelles
- 17 - Publicité du transfert du patrimoine professionnel de l'entrepreneur individuel
- 17 - Dépôt par voie électronique des comptes

Question d'actualité

- 19 - Retour sur la notion de clause léonine

Veille

- 31 - Veille fiscale et sociale



QUESTION PRATIQUE



22

LA DIFFICILE ARTICULATION ENTRE
STATUTS ET CONVENTIONS
EXTRASTATUTAIRES

LE MENSUEL
DE TOUS
LES PRATICIENS
DU DROIT

DROIT & PATRIMOINE

N°329 • Novembre 2022

Prix au n° : 43,58 € HT - 44,50 € TTC. Abonnement annuel : 479,43 € HT - 489,50 € TTC.

DOSSIER

LA PROTECTION DU PATRIMOINE PRIVÉ DU DIRIGEANT DE SOCIÉTÉ



ÉCLAIRAGE

Le génie notarial
pour réinventer
la profession

ANALYSE

La transformation d'une holding
en société patrimoniale

ACTUALITÉ

ÉCLAIRAGE

LE GÉNIE NOTARIAL pour réinventer la profession 6

Lors du 118^e Congrès des notaires, qui a eu lieu à Marseille du 12 au 14 octobre dernier sur le thème de l'ingénierie notariale, la profession a dit sa volonté d'amorcer un nouveau virage, celui du conseil aux clients et aux familles, en mettant en avant l'inventivité de ces officiers ministériels, artisans de solutions sur mesure pour leurs clients et leur capacité à prévenir les conflits.

ENTRETIEN

« IL FAUT PROFESSIONNALISER la formation des avocats » 8

L'École de formation du Barreau de Paris (EFB) vient d'intégrer Clémentine Kleitz en qualité de directrice adjointe et de directrice de la formation initiale. Le directeur de l'école, Gilles Accomando et la nouvelle recrue ont répondu aux questions de la rédaction.

PROFESSIONS

SOPHIE SABOT-BARCRET, première femme à la tête du Conseil supérieur du notariat 10

L'assemblée générale du CSN a élu, le 25 octobre dernier, son nouveau bureau qui compte quatre femmes et trois hommes. Sophie Sabot-Barcret, notaire en Haute-Loire, succède à David Ambrosiano à la tête du bureau, qui accueille également, pour la première fois, un notaire venu d'outre-mer.

ANALYSE

TRANSMISSION DES AMBIVALENCES DU REFUS de la conversion par réduction en matière testamentaire 12

Par Isabelle Ta, docteur en droit de l'université Paris I Panthéon Sorbonne

DROIT DES SOCIÉTÉS

LA TRANSFORMATION d'une holding en société patrimoniale 18

Les auteurs présentent les enjeux juridiques et fiscaux d'une telle transformation en étudiant aussi bien les holdings de droit commun que les SPFPL utilisées par les professions libérales réglementées, en particulier les notaires et les avocats.

Par Jean-Pierre Bertrel, professeur émérite de droit des affaires à ESCP Business School conseiller de la rédaction et Cyrille Maitrehenry, ingénieur patrimonial, Lazard Frères Gestion



DOSSIER

LA PROTECTION DU PATRIMOINE PRIVÉ DU DIRIGEANT DE SOCIÉTÉ

• Le droit des sociétés au service de la protection du patrimoine privé du chef d'entreprise

Par Nadège Jullian, professeur de droit privé, Centre de droit des affaires, université Toulouse 1 Capitole 30

• Protection du patrimoine personnel du chef d'entreprise, responsabilité civile et assurance

Par Céline Mangematin, professeur de droit privé, Institut de droit privé (IDP – EA 1920), co-directrice du master Contrats et responsabilité des professionnels, université Toulouse 1 Capitole 34

SOMMAIRE

ACTUALITÉ • PRATIQUE • ANALYSE • DOSSIER • JURISPRUDENCE



CHRONIQUE

ASSURANCE

L'ASSURANCE-VIE, entre confiance et défiance!

Mars 2021 à septembre 202252

Les attraits de l'assurance-vie, même si sa rentabilité économique est moindre que par le passé, demeurent incontestables au plan patrimonial; rares sont les outils juridiques permettant à la fois d'orchestrer une transmission à cause de mort par le jeu d'une clause bénéficiaire, dotée d'un statut de faveur civil et fiscal, et une détention d'épargne à tout moment mobilisable via la faculté de rachat afin de permettre au souscripteur de faire face à des imprévus. La confiance en la richesse patrimoniale de l'assurance-vie reste intacte. Mais alors pourquoi suggérer des défiances? Elles trouvent leur siège dans la pratique qui est parfois faite de l'assurance-vie, imposant à la jurisprudence une vigilance de tous les moments pour séparer le bon grain de l'ivraie, en n'hésitant pas à rappeler certains principes de loyauté que ce soit pour éviter ici qu'un souscripteur ne soit abusé par des clauses ambiguës insérées dans le contrat d'assurance-vie, et là pour contrecarrer des manœuvres pour inciter un souscripteur, fragile ou vulnérable, à modifier de façon irréfléchie sa clause bénéficiaire.

Par P. Delmas Saint-Hilaire, professeur à l'université de Bordeaux (IRDAP), Directeur du CRIDON Sud-Ouest

• La sécurisation du patrimoine privé du mandataire social

Par Michel Leroy, maître de conférences en droit privé, Institut de droit privé (IDP – EA 1920), université Toulouse 1 Capitole39

• La protection du patrimoine conjugal du chef d'entreprise exerçant sous forme sociétaire

Par Quentin Guiguet-Schiélé, maître de conférences en droit privé, Institut de droit privé (IDP – EA 1920), université Toulouse 1 Capitole45

Droit des sociétés, n° 12 du 01 décembre 2022

Sommaire du numéro

Repère



INFRACTION

[La définition de l'infraction commise « pour le compte » de la personne morale](#)

N° 11 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

Alertes



FOCUS | SOCIÉTÉS COTÉES

[Sociétés cotées : arrêté des comptes 2022 et travaux de revue des états financiers](#)

N° 49 - Par Samia MAOUCHÉ

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | RCS

[Nouvelle modalité de dépôt des documents comptables au sein du RCS](#)

N° 50

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AMF

[ESEF : l'AMF dresse un premier bilan de l'application de l'obligation et propose des pistes d'amélioration](#)

N° 51

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AMF

[Marie-Anne Barbat-Layani est nommée présidente de l'AMF](#)

N° 52

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | MEDEF

[Le Medef publie l'édition 2022 du baromètre national de perception de la RSE en entreprise](#)

N° 53

[Consulter le PDF](#)

Étude



RÉDUCTION DE CAPITAL

[L'atypique réduction de Nestlé au capital de L'Oréal par voie de programme de rachat d'actions](#)

N° 10 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

Commentaires



DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | AUGMENTATION DE CAPITAL

[Augmenter le capital pour diluer son associé égalitaire est frauduleux](#)

N° 130 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | ASSOCIÉS

Clauses léonines : déclaration de 100 % des déficits fiscaux n'est pas contribution pour 100 % des pertes

N° 131 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS CIVILES ET GROUPEMENTS | SOCIÉTÉ CIVILE

La mention de la propriété au sein de la clause d'objet social, une nouvelle fois sur le métier

N° 132 - Par Nadège JULLIAN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS CIVILES ET GROUPEMENTS | SOCIÉTÉ CIVILE

Vacance de la gérance et demande de désignation d'un administrateur provisoire

N° 133 - Par Nadège JULLIAN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | SAS

Les actes extra-statutaires peuvent compléter les statuts, mais pas y déroger

N° 134 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | SA

De l'exigence chez les administrateurs d'être propriétaire d'un certain nombre d'actions

N° 135 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COTÉES | ACTIONS DE PRÉFÉRENCE

Quelles règles appliquer aux assemblées spéciales de porteurs de titres non cotés émis par une société cotée ?

N° 136 - Par Olympe DE BAILLIENCOURT

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | ACTION EN COMBLEMENT DE PASSIF

Surendettement du dirigeant

N° 137 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | DIRIGEANT DE FAIT

Qualification

N° 138 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | SOCIÉTÉ EN LIQUIDATION JUDICIAIRE

Voie de recours

N° 139 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS | RESPONSABILITÉ PÉNALE DE LA PERSONNE MORALE

L'organe ou le représentant ayant agi pour le compte de la personne morale peut lui-même être une personne morale

N° 140 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | GROUPE DE SOCIÉTÉS

Recours par le service des impôts à l'article 57 du CGI au sujet du fonctionnement d'une convention de gestion de trésorerie entre une société française et une société étrangère

N° 141 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | CESSION DE FONDS DE COMMERCE

Cession de fonds de commerce. Détermination, pour la cotisation foncière des entreprises, de la date de changement d'exploitant

N° 142 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 47 du 28 novembre 2022

Sommaire du numéro

La Semaine du droit



ÉDITO

[Appel civil : le grand soir ?](#)

N° 1317 - Par Christophe JAMIN

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | JUSTICE

[Alexandra Louis, placer les victimes au centre](#)

N° 1318 - Par Sophie MICHELIN-MAZÉRAN

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE

[Les 70 ans de la Cour de justice au service des citoyens de l'Union](#)

N° 1319 - Par Ezio PERILLO

[Consulter le PDF](#)

L'APERÇU RAPIDE | CRIMES ET DÉLITS

[Suspects, allumez vos portables !](#)

N° 1320 - Par Cédric RIBEYRE

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROTECTION DE L'ENFANCE

[Le Gouvernement présente les chantiers prioritaires pour la protection de l'enfance](#)

N° 1321

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROTECTION DE L'ENFANCE

[« La vie privée, un droit pour l'enfant » : le rapport annuel de la Défenseure des droits](#)

N° 1322

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 7 au 13 novembre 2022](#)

N° 1323

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ASSURANCES

[Perte de chance et manquement à l'obligation d'information du banquier distributeur d'assurance : quand la Cour de cassation se contente de peu](#)

N° 1324 - Par Aline VIGNON-BARRAULT

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURES CIVILES D'EXÉCUTION

[L'utile et le juste dans l'exécution forcée](#)

N° 1325 - Par Jean-Jacques BARBIERI

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURES CIVILES D'EXÉCUTION

[Ordonnance d'injonction de payer exécutoire : quelle prescription pour l'exécution ?](#)

N° 1326 - Par Ludovic LAUVERGNAT

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | MINISTÈRE PUBLIC

« Zadistes », « Anti-bassines » : publication d'une circulaire relative au traitement judiciaire des infractions

N° 1327

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 10 au 23 novembre 2022

N° 1328

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 24 octobre au 6 novembre 2022

N° 1329

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PROCÉDURE PÉNALE

Exigences de loyauté lors d'un tapissage en garde à vue et formes souples de l'autorisation du procureur en préliminaire

N° 1330 - Par Coralie AMBROISE-CASTÉROT

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 17 au 23 novembre 2022

N° 1331

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 7 au 13 novembre 2022

N° 1332

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CHÔMAGE-EMPLOI

Assurance chômage : les futures règles d'indemnisation dévoilées

N° 1333

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

La directive relative à la présence des femmes dans les conseils d'administration est adoptée

N° 1334

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 17 au 23 novembre 2022

N° 1335

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 7 au 13 novembre 2022

N° 1336

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | RÉFÉRÉS

La fin « des sorties sèches » des jeunes majeurs

N° 1337 - Par Pierre VILLENEUVE

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | RÉFÉRÉS

Le juge des référés en matière d'exécution n'est pas investi de pouvoirs propres à cet office

N° 1338 - Par Clemmy FRIEDRICH

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 17 au 23 novembre 2022

N° 1339

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | CONSEIL D'ÉTAT

Arrêts A du Conseil d'État du 7 au 13 novembre 2022

N° 1340

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | CONTENTIEUX

Contentieux électoral et décès du requérant

N° 1341 - Par Jean-Pierre CAMBY

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | LICENCIEMENT

Des preuves recevables !

N° 1342 - Par Muriel JOSEPH-PARMENTIER

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

DU de Culture juridique pour ingénieur de la fonction publique du CEJ

N° 1343 - Par Dominique MESSINEO

[Consulter le PDF](#)**La Semaine de la doctrine**

L'ÉTUDE | UNION EUROPÉENNE

Le Digital Markets Act (DMA) ou l'équité au pays de la conformité

N° 1344 - Par Ronan PONS et Céline CASTETS-RENARD

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | PROCÉDURE CIVILE

Droit judiciaire privé

N° 1345 - Par Lucie MAYER , Liza VEYRE et Lilian LARRIBERE

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | FONDATION POUR LE DROIT CONTINENTAL

Le logement fait recette !

N° 1346 - Par Michèle RAUNET

[Consulter le PDF](#)**La Semaine du praticien**

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Mobilisation en Iran : les avocats soutiennent la saisine de la rapporteure spéciale des Nations Unies

N° 1347

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 47 du 24 novembre 2022

Sommaire du numéro

Échos de la pratique



FINANCE

[3 QUESTIONS - Les défis de la finance durable](#)

N° 961 - Par Élodie VALETTE et Laura CANN

[Consulter le PDF](#)

ENTREPRISE

[Défaillances d'entreprises en octobre 2022](#)

N° 962

[Consulter le PDF](#)

JOURNAL OFFICIEL

[Entrée en vigueur](#)

N° 963

[Consulter le PDF](#)

JOURNAL OFFICIEL

[Fiches pratiques Talent Management](#)

N° 964

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

[La pérennité de l'entreprise](#)

N° 965

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

[Hausse des créations d'entreprises en octobre 2021](#)

N° 966

[Consulter le PDF](#)

Actualités



AFFAIRES | CONCURRENCE

[No-Go de la Commission européenne sur le rapprochement entre Illumina et Grail dans le secteur des biotechnologies](#)

N° 967 - Par Virginie COURSIÈRE-PLUNTZ et Jeanne COUSIN

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | AGENT COMMERCIAL

[Revirement de jurisprudence : la faute grave de l'agent commercial découverte postérieurement à la résiliation du contrat ne peut pas le priver de son indemnité](#)

N° 968

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | AGENT COMMERCIAL

[Quelques précisions sur l'indemnité compensatrice du contrat d'agence commerciale](#)

N° 969

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Précisions sur l'étendue du devoir de vigilance du banquier en cas de falsification d'un chèque

N° 970

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Le règlement sur les subventions étrangères génératrices de distorsions de concurrence définitivement adopté au Parlement européen

N° 971

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

La Commission européenne consulte sur la révision de la définition du marché

N° 972

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

RSE : la directive CSRD définitivement adoptée par le Parlement européen

N° 973

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

Le tissu entrepreneurial français en tension au deuxième semestre 2022

N° 974

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

Simplification des démarches administratives des entreprises : coup d'envoi du guichet unique des formalités et du registre national les consignant

N° 975

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

Nouvelle modalité de publicité du transfert universel du patrimoine professionnel de l'entrepreneur individuel

N° 976

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENVIRONNEMENT

Décarbonation de l'industrie : la méthode et le calendrier communiqués aux dirigeants

N° 977

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Information des consommateurs au sujet du caractère consommable des denrées alimentaires après leur date de durabilité minimale

N° 978

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Transformation numérique en matière de crédit à la consommation : les pratiques des établissements de crédit et de leurs intermédiaires passées au crible

N° 979

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Nouvelle modalité de dépôt des documents comptables au sein du RCS

N° 980

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Inaptitude du salarié à tout poste et obligation de reclassement : confirmation que l'employeur n'est pas tenu de consulter les représentants du personnel

N° 981

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RÉMUNÉRATION

Les ambassadeurs à la participation et à l'intéressement voient leur mission étendue à tous les outils de partage de la valeur en entreprise

N° 982

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RÉMUNÉRATION

Frais professionnels : revalorisation du barème d'exonération des indemnités de repas au 1er septembre 2022

N° 983

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | TRAVAIL

Le projet de loi « Marché du travail » définitivement adopté au Parlement

N° 984

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

La non-conformité d'une décision fiscale d'un État membre aux règles de pleine concurrence applicables aux prix de transfert, telles que définies par l'OCDE, ne saurait seule caractériser une aide d'État illégale

N° 985

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Révision du Code de conduite dans le domaine de la fiscalité des entreprises

N° 986

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ INTERNATIONALE

Rapport provisoire sur la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales

N° 987

[Consulter le PDF](#)

Études et commentaires



AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Le juge de la procédure collective et l'entrepreneur individuel : le grand questionnement

N° 1379 - Par Jocelyne VALLANSAN

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | LIQUIDATION JUDICIAIRE

La réparation des préjudices subis par le débiteur à l'épreuve du dessaisissement en liquidation judiciaire

N° 1380 - Par Clément FAVRE-ROCHEX

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Responsabilité du gérant : le co-gérant révoqué est un tiers soumis à l'exigence d'une faute séparable des fonctions sociales

N° 1381 - Par Thibaut DUCHESNE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

Usages

N° 1382

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Devoir de non-ingérence du banquier et victime d'agissements frauduleux

N° 1383 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | AGENT COMMERCIAL

Agence commerciale et clause d'intuitu personæ

N° 1384 - Par Philippe GRIGNON

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | DURÉE DU TRAVAIL

Forfait jours et travail le dimanche

N° 1385 - Par Gérard VACHET

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | RCM - REVENUS DISTRIBUÉS ET ASSIMILÉS

Pour l'exonération de retenue à la source prévue à l'article 119 ter du CGI, la souscription de l'engagement et de la déclaration prévus à l'article 46 quater 0-FB de l'annexe III au même code n'est pas exigée lorsque la condition de détention des parts de plus de 2 ans est remplie

N° 1386 - Par D. F.

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 48 du 01 décembre 2022

Sommaire du numéro

Échos de la pratique



BANQUE

[3 QUESTIONS - L'Union européenne cherche à développer le recours aux virements instantanés](#)

N° 988 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION

[Pratiques commerciales trompeuses sur l'origine des produits : anomalies relevées chez 15 % des professionnels contrôlés](#)

N° 989

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

[Droit de la consommation](#)

N° 990

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

[Code du numérique](#)

N° 991

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

[Baromètre de l'audience du e-commerce : 3e trimestre 2022](#)

N° 992

[Consulter le PDF](#)

Actualités



AFFAIRES | ENTREPRISE

[Le dispositif interne de recueil des signalements, un outil de prévention des risques contentieux](#)

N° 993 - Par Lucie MONGIN-ARCHAMBEAUD et Lucie CHAMPETIER

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ASSURANCE

[De l'impossible action en garantie décennale de l'usufruitier](#)

N° 994

AFFAIRES | ASSURANCE

[Accident de la circulation : le représentant en France de l'assureur n'est pas débiteur de l'indemnisation due par l'assureur étranger](#)

N° 995

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

[Covid-19 et loyers commerciaux : les loyers restent dus malgré la fermeture administrative du local pendant la période de confinement](#)

N° 996

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

Covid-19 et loyers commerciaux : les locataires commerciaux sont tenus de payer leur loyer malgré la mesure gouvernementale d'interdiction de recevoir du public

N° 997

AFFAIRES | BANQUE

Le Comité national des moyens de paiement arrête sa feuille de route

N° 998

AFFAIRES | BANQUE

L'ABE publie des lignes directrices sur l'intégration des clients à distance

N° 999

AFFAIRES | CONTRATS COMMERCIAUX

Contrats commerciaux internationaux et principe de proximité issu de la Convention de Rome

N° 1000

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ÉNERGIE

Le gestionnaire d'un réseau de distribution d'électricité modifiant le niveau de tension de l'électricité est responsable du dommage causé par un défaut de son produit

N° 1001

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Responsabilité du liquidateur qui ne demande pas la déductibilité de la TVA pour une entreprise en liquidation judiciaire

N° 1002

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Interdiction de gérer : point de départ du délai de prescription lorsque la cour d'appel annule le jugement de liquidation judiciaire après résolution du plan puis ouvre cette même procédure

N° 1003

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Effet interruptif de prescription de la déclaration de créance à l'égard de la caution jusqu'à la clôture de la procédure collective

N° 1004

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | INFRACTIONS ÉCONOMIQUES

Directive anti-blanchiment : les informations sur les bénéficiaires effectifs des sociétés ne peuvent être accessibles sans limites

N° 1005

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers

N° 1006

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Réorganisation de la partie réglementaire du livre VII du Code monétaire et financier

N° 1007

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ PUBLIC

Actualités de la commande publique et présentation des chiffres clés du recensement économique

N° 1008

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROCÉDURES CIVILES D'EXÉCUTION

Effet interruptif de la prescription d'une requête à fin de convocation d'une partie à une tentative de conciliation préalable à une saisie des rémunérations

N° 1009

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROFESSION

Portage salarial et métier de négociateur immobilier

N° 1010

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

La juridiction unifiée du brevet « sera effectivement lancée au printemps 2023 »

N° 1011

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE

Les artistes-auteurs et autrices français « ont le droit de percevoir une rémunération appropriée », juge le Conseil d'État

N° 1012

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Vente d'ameublement : 58 % des entreprises ne respectent pas les règles selon la DGCCRF

N° 1013

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Information des consommateurs en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques : les distributeurs rappelés à l'ordre par la répression des fraudes

N° 1014

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

La directive relative à la présence des femmes dans les conseils d'administration est adoptée

N° 1015

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Point de départ du délai de prescription de l'action en requalification du CDD en cas d'absence d'une mention au contrat

N° 1016

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Ordre juridictionnel compétent pour apprécier la validité de la rétractation par l'employeur du licenciement d'un salarié protégé

N° 1017

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Temps de trajet domicile/travail du salarié itinérant : une requalification en temps de travail effectif est désormais possible

N° 1018

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

L'irrégularité de la situation d'un travailleur étranger n'est pas constitutive en soi d'une faute grave

N° 1019

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | TRAVAIL

Le Conseil constitutionnel saisi du projet de loi « Marché du travail »

N° 1020

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

La surface de vente à prendre en compte pour le calcul de la TASCOM doit inclure le sas d'entrée du magasin

N° 1021

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Publication de la dernière édition des statistiques de l'impôt sur les sociétés dans le monde

N° 1022

[Consulter le PDF](#)

Études et commentaires



AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Le « mandat ad hoc de protection future »

N° 1387 - Par Bruno DONDERO

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le dirigeant condamné à combler l'insuffisance d'actif est-il un dirigeant surendetté ?

N° 1388 - Par Adeline CERATI

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

La revendication de la qualité d'associé par le conjoint de l'apporteur

N° 1389 - Par Sandrine TISSEYRE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

Entreprise en difficulté - Redressement judiciaire - Administrateur provisoire - Bien-fondé de la requête en prorogation de mission de l'administrateur provisoire d'une société

N° 1390

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CODIFICATION

Codifier à contretemps...

N° 1391 - Par Dominique BUREAU et Horatia MUIR WATT

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PRESCRIPTION

Droit de la prescription

N° 1392 - Par Philippe CASSON

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COMMANDE PUBLIQUE

La liberté contractuelle précisée en cas d'infructuosité d'un appel d'offres

N° 1393 - Par François LICHÈRE

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

Consultations ponctuelles et récurrentes du CSE : la Cour de cassation se prononce en faveur de l'autonomie

N° 1394 - Par Louis ALUOME

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | ABUS DE DROIT

Abus du régime mère-fille reconnu dans un cas où la filiale a été privée sans contrepartie de son principal actif sans perdre toute substance économique

N° 1395 - Par D. F.

[Consulter le PDF](#)

Actualité des procédures collectives, n° 19 du 25 novembre 2022

Sommaire du numéro

Repère



PROCÉDURE D'ALERTE

Pas de droit d'alerte économique pour le CSE d'établissement

N° 241 - Par Eugénie FABRIÈS-LECEA

[Consulter le PDF](#)

Alertes



ALERTE

Dans les entreprises divisées en établissements distincts le comité social et économique central a seul qualité pour exercer le droit d'alerte

N° 242

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CONDITIONS D'OUVERTURE

Liquidation judiciaire ou rétablissement professionnel : incidence de la date de cessation d'activité

N° 243

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CESSATION DES PAIEMENTS

Le droit propre à défendre à l'action en report de la date de cessation des paiements dont bénéficie la société en liquidation judiciaire ne l'autorise pas à interjeter appel à titre principal du jugement rejetant la demande de report

N° 244 - Par Angie REVEL PEDEMONS

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SORT DES CRÉANCIERS

De la date de naissance de la créance de restitution consécutive à un arrêt de cassation

N° 245 - Par Florent PETIT

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SORT DES CRÉANCIERS

Suite de l'affaire Mory Ducros : quid du paiement de la cotisation foncière des entreprises, créance postérieure utile ?

N° 246

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SORT DES CRÉANCIERS

De la notion de créancier ne demeurant pas sur le territoire métropolitain

N° 247

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SORT DES CRÉANCIERS

L'admission des créances de l'URSSAF à titre privilégié est soumise à inscription

N° 248

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SORT DES CRÉANCIERS

Du caractère sérieux de la contestation

N° 249

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SORT DES CRÉANCIERS

L'omission de la liste des créanciers, cause autonome de relevé de forclusion

N° 250

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SORT DES CRÉANCIERS

Sort des créanciers de l'indivision en cas d'ouverture d'une procédure collective post-mortem

N° 251

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SORT DES CRÉANCIERS

L'interdiction du paiement des cotisations CNBF antérieures ne peut faire obstacle à la réinscription de l'avocat en difficulté

N° 252

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | REVENDICATIONS

Revendication d'un bien remis au débiteur en redressement pendant la période d'observation : quel régime pour l'action exercée après le prononcé de la liquidation ?

N° 253 - Par Florent PETIT

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | SANCTIONS PATRIMONIALES ET PERSONNELLES

Assignation du dirigeant résidant à l'étranger

N° 254

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ DES MANDATAIRES

Quelle responsabilité pour l'administrateur en cas d'erreur du cessionnaire dans la définition du périmètre de son offre ?

N° 255

[Consulter le PDF](#)

BULLETIN JOLY SOCIÉTÉS

ACTUALITÉ DU DROIT DES SOCIÉTÉS

À LA UNE

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

Loyauté des dirigeants : retour sur les opportunités d'affaires → PAGE 4

Bruno DONDERO

RESTRUCTURATION DES SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ

**Paiement partiel par la mère d'une dette de sa filiale :
obligation de régler l'entier passif ?** → PAGE 32

Alain COURET

DOCTRINE

Faciliter la constitution des sociétés : entrée en vigueur du guichet unique électronique et du RNE → PAGE 52

Thibault de RAVEL d'ESCLAPON

Le remplaçant du représentant des salariés au conseil d'administration ou de surveillance → PAGE 58

François GILBERT

SOMMAIRE

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

BJS201m5 • Loyauté des dirigeants : retour sur les opportunités d'affaires	4
Bruno DONDERO – Cass. com., 21 sept. 2022, n° 20-20959, F–D	
BJS201n5 • La société de gestion qui représente un FCP peut exercer les fonctions d'administrateur d'une SA	6
Michel STORCK – Cass. com., 12 oct. 2022, n° 19-18945, FS–B	
BJS201n6 • La démonstration de l'intérêt personnel dans l'abus de biens sociaux	9
Jean-Baptiste PERRIER – Cass. crim., 7 sept. 2022, n° 21-83823, F–D	
BJS201m8 • Étendue de la garantie de passif en présence d'un contrat d'intérim requalifié en CDI	11
Bruno DONDERO – Cass. com., 21 sept. 2022, n° 20-18965, F–B	
BJS201o1 • Contrat de travail et convention d'indemnisation du dirigeant de SAS : attentes contractuelles déçues	13
Pierre-Louis PÉRIN – CA Rennes, 8 ^e ch., 7 oct. 2022, n° 19/02108 – Cass. com., 12 oct. 2022, n° 21-15382, F–B	
BJS201m3 • Expertise de gestion : l'expert peut-il enquêter auprès de tiers ?	15
Bruno DONDERO – CA Paris, 1-2, 15 sept. 2022, n° 22/00769	

SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

BJS201n2 • Faute séparable des fonctions : tous les éléments comptent !	19
Bruno DONDERO – Cass. com., 21 sept. 2022, n° 20-20310, F–D	
BJS201m7 • Actes de concurrence déloyale et faute séparable des fonctions	21
Jean-Christophe PAGNUCCO – Cass. com., 7 sept. 2022, n° 20-20404 et 20-20538, F–D	
BJS201n3 • Délai imposé par des statuts de société civile aux héritiers d'un associé pour solliciter leur agrément	24
Bruno DONDERO – CA Chambéry, ch. civ., sect. 1, 20 sept. 2022, n° 20/00579	
BJS201o7 • La vie privée des fondations d'entreprise...	26
Arnaud REYGROBELLET – CE, sect., 7 oct. 2022, n° 443826	

AUDIT ET CONTRÔLE DES COMPTES

BJS201n0 • Devoir d'alerte de l'expert-comptable : confusion entre réparation retenue et partage de responsabilité	30
Jean-François BARBIÈRI – Cass. com., 12 oct. 2022, n° 19-25931, F–D	

RESTRUCTURATION DES SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ

BJS201o2 • Paiement partiel par la mère d'une dette de sa filiale : obligation de régler l'entier passif ?	32
Alain COURET – Cass. com., 9 nov. 2022, n° 20-22063, F–B	

BJS201o5 • L'abus du droit d'agir en responsabilité pour insuffisance d'actif	35
François-Xavier LUCAS – Cass. com., 14 sept. 2022, n° 21-15381, F–D	
BJS201m4 • Condamnation pour insuffisance d'actif d'un dirigeant placé en liquidation judiciaire	36
Saam GOLSHANI et Amandine GRIMA – Cass. com., 29 juin 2022, n° 21-12998, F–D	
BJS201n1 • Appel de l'associé contre le jugement d'ouverture de liquidation judiciaire d'une société	39
Bastien BRIGNON – Cass. com., 14 sept. 2022, n° 21-12755, F–D	
BJS201m9 • Responsabilité pour insuffisance d'actif des dirigeants de droit et de fait d'une association	42
Nadège JULLIAN – CA Paris, 5-9, 8 sept. 2022, n° 22/01509	

CHRONIQUE

BJS201o8 • Droit fiscal	45
Sous la direction de Régis VABRES	

DOCTRINE

BJS201o4 • Faciliter la constitution des sociétés : entrée en vigueur du guichet unique électronique et du RNE	52
Thibault de RAVEL D'ESCLAPON	
BJS201n7 • Le remplaçant du représentant des salariés au conseil d'administration ou de surveillance	58
François GILBERT	

À la une

Responsabilité des avocats : un nombre de sinistres stable mais des enjeux financiers plus importants

Évolution du nombre des sinistres, de leurs causes, de leurs enjeux... Éclairage sur la mise en cause de la responsabilité civile professionnelle des avocats ces dernières années.



© VsL_AdobeStock

Actualité

« Faire porter l'essentiel des efforts sur la première instance constitue un véritable enjeu démocratique »

entretien avec Christophe JAMIN

Doctrine

Les achats publics durables et les perspectives de protection d'ordre public

étude par Julien FAIDHERBE

Jurisprudence

L'application de l'adage *da mihi factum, dabo tibi jus* en matière de contestation d'honoraires d'avocat

note par Claire LEVENEUR
sous Cass. 2^e civ., 6 oct. 2022

Gazette Spécialisée

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Emmanuel DREYER

Professeur à l'école de droit de la Sorbonne (Paris 1)

• François FOURMENT

Professeur à l'université de Tours

AVEC LA PARTICIPATION DE

Stéphane DETRAZ, Loïc DE GRAËVE et Laurent SAENKO



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

P-DC, Directeur de la publication : Bruno Vergé
Directrice générale déléguée : Emmanuelle Filiberti
Présidente du Conseil scientifique :
Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie
Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach
Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck
et Samuel Seroc
Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville
Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :
Tél. : 01 40 93 40 00
Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :
Tél. : 01 40 93 40 40
Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : benoit.favre@lextenso.fr
Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2022
* Prix TTC au n° : 20 €
+ frais de port
* Abonnement France (un an) :
Journal seul : 540,11 € TTC
Recueils + table seuls : 525,82 € TTC
Journal, recueil + table : 723,89 €
* Abonnement étranger (un an) :
Journal seul : 609 €
Journal, recueil + table : 819 €

Internet : gazette-du-palais.fr
Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0523 T 83097
ISSN 0242-6331
Dépôt légal à parution
Imprimé par Dupliprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,
53101 Mayenne CEDEX
sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres
recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),
issus de forêts gérées durablement ;
impact gaz à effet de serre
pour un exemplaire : 689 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).
La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2021, n°GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

- GPL443e5 ■ La charge de travail au programme du congrès de l'USM 3
GPL443e4 ■ Responsabilité des avocats : un nombre de sinistres stable 5
mais des enjeux financiers plus importants
GPL443h1 ■ « Faire porter l'essentiel des efforts sur la première 7
instance constitue un véritable enjeu démocratique »
entretien avec Christophe JAMIN

Doctrine

- GPL442b3 ■ Les achats publics durables et les perspectives de protection 12
d'ordre public
étude par Julien FAIDHERBE

Technique

- GPL443e8 ■ L'entretien professionnel 15
étude par Steven RIOCHE

Jurisprudence

- GPL442s2 ■ L'application de l'adage *da mihi factum, dabo tibi jus* 17
en matière de contestation d'honoraires d'avocat
note par Claire LEVENEUR sous Cass. 2^e civ., 6 oct. 2022

- GPL443f1 ■ Succession acceptée à concurrence de l'actif net : 21
une créance éteinte par paiement n'a pas à être déclarée
note par Stéphane VALORY sous Cass. 1^{re} civ., 12 oct. 2022

- GPL443f2 ■ De l'art de légiférer sur l'euthanasie tout en respectant 24
le droit à la vie
note par Carole GIRAUT sous CEDH, 4 oct. 2022

- GPL442x5 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation 28
par Catherine BERLAUD

- GPL443f3 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État 32
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC

- GPL443b3 ■ Panorama de jurisprudence de la CEDH 35
par Catherine BERLAUD

- GPL442n3 ■ Chronique de jurisprudence en droit des biens 37
par Julien DUBARRY <https://lex.so/GPL442n3>

Aux marchés du Palais

Portrait

- GPL443e7 ■ Erwan Le Moigne, bâtonnier de Saint-Nazaire 36

Gazette Spécialisée

- DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE** 37
Sous la responsabilité scientifique de
Emmanuel DREYER et François FOURMENT